

Déjà riche des savoureux *Mémoires* de Bernard Hirsch sur « l'invention » de Cergy-Pontoise, le catalogue des Presses de l'École nationale des Ponts et Chaussées s'étoffe dans le cadre du programme d'histoire et d'évaluation des villes nouvelles dirigé par Jean-Eudes Roullier (Hirsch, 2000). En 1984, Hirsch, devenu directeur de l'École des Ponts, avait pris l'initiative d'une table ronde rassemblant Paul Delouvrier et ses principaux collaborateurs. Ces entretiens filmés ont été transcrits et publiés en 2003 (Debré, Delouvrier, Hirsch, 2003). Voici aujourd'hui un nouveau volume de témoignages, recueillis en 1975 par Lion Murard et François Fourquet. Dans le même temps, le premier tome des travaux historiques dirigés par Loïc Vadelorge (Université de Saint-Quentin) vient de paraître en édition électronique chez Manuscrit.com. On voudrait ici rapprocher ces deux publications pour souligner la pluralité des rapports à l'histoire dans les travaux consacrés aux villes nouvelles depuis quelques années.

Questions de méthode.

Dans une brève préface, Jean-Eudes Roullier raconte la genèse du livre de Murard et Fourquet dont il est l'un des principaux protagonistes. En 1975, alors qu'il était secrétaire général du Groupe central des Villes Nouvelles, Roullier avait passé un contrat avec le Centre de recherche en urbanisme pour recueillir les témoignages d'une douzaine d'acteurs, dont Paul Delouvrier. Le « casting » est sans surprise. À l'exception de Bernard Hirsch, les personnes qui entoureront Delouvrier quelques années plus tard dans les studios de l'École des Ponts (Serge Golberg, Jacques Michel, Jean Millier, Michel Piquard, Jean-Eudes Roullier) sont déjà présentes. Le rapport « resta dans un placard », selon l'expression de Roullier, jusqu'à son exhumation récente. Alors que l'entretien avec Delouvrier enregistré en 1984 a été publié sans appareil critique, on observe que les témoignages sont ici accompagnés d'extraits de textes administratifs, de citations, de notes de bas de page, d'une bibliographie et d'un index des personnes et des institutions citées. On remarque surtout que la parole de chacun n'est pas livrée intégralement mais découpée et « remontée » avec les mots des autres acteurs, à la manière d'un film documentaire dont les auteurs seraient les récitants.

En 1975, l'année des entretiens avec les acteurs de l'aménagement des villes nouvelles, François Fourquet publiait son histoire de la psychiatrie de secteur en testant une pratique de recherche qui le conduirait, cinq ans plus tard, à la publication des *Comptes de la puissance*. Cette histoire de la comptabilité nationale et du plan est écrite à l'aide de 26 entretiens, relus et corrigés par les témoins. Le travail d'écoute est complété par le dépouillement d'archives et la lecture de sources imprimées, en particulier les ouvrages consacrés aux normes comptables. Ces textes constituent les matériaux du montage final.

Sans minimiser le travail du chercheur, Fourquet s'oppose à la réécriture savante du « chercheur académique » qui « efface la parole du témoin et lui substitue la sienne ». En lui demandant de reprendre des entretiens réalisés il y a près de trente ans, les Presses des Ponts livrent un témoignage sur une pratique singulière des sciences sociales appliquée aux villes nouvelles.

En paraphrasant Christian Topalov, on peut dire qu'il existe une « ville nouvelle des sciences sociales » dès la fin des années des 1960. Une partie intitulée « logiques disciplinaires » est consacrée à ce thème dans le livre dirigé par Loïc Vadelorge. Thierry Paquot y raconte le parcours d'un jeune sociologue qui, par amour, se lance dans un mémoire consacré à Marne-la-Vallée. Le scénario ne déplairait pas à Eric Rohmer, cinéaste des villes nouvelles à qui le texte fait un malicieux clin d'œil. Mais la vie du chercheur dont la carrière a été influencée par la fréquentation des villes nouvelles n'est pas toujours aussi charmante. Dans sa contribution, Danièle Voldman rappelle que le dialogue entre historiens et « grands témoins » n'est pas simple à organiser. Elle en fit l'expérience lors de la table ronde organisée à son initiative le 17 novembre 1989. Les acteurs de l'aménagement des villes nouvelles n'avaient guère apprécié que les historiens minimisent leur action au détriment de facteurs économiques et sociaux. C'est précisément le contraire qu'ils souhaitent transmettre dans leurs prises de parole : l'action d'un petit groupe de fonctionnaires déterminés a pu infléchir le cours de l'histoire urbaine de la région parisienne. Si les résultats peuvent être discutés, les fondements de cette histoire — la volonté et la capacité d'action des acteurs — ne sont pas simples à interroger. On se rappelle pourtant que Lucien Sfez le fit dès les années 1970 dans sa *Critique de la décision* (Sfez, 1973). Ce n'est donc pas sans malice que Michel Piquard le cite dans son entretien (Murard et Fourquet, p. 195).

Des fonctionnaires entre stratégies et pratiques.

Le retour aux sources pures de l'histoire, sous la forme du récit des pères fondateurs, est une illusion à laquelle Fourquet et Murard ne cèdent pas, malgré une introduction un peu démagogique. Les témoignages qu'ils ont retravaillés s'organisent dans un récit découpé en trois parties, développant chacune une « stratégie » : stratégie intellectuelle (1934-1965), stratégie politique (1965-1969), stratégie administrative. Le schéma classique de l'historiographie des villes nouvelles est respecté : il s'agit de démontrer que les acteurs ont eu la capacité de « transformer un système de pensée en chaîne d'événements », selon l'expression d'Edgar Faure. La première partie est consacrée à la démolition en règle du PADOG, défendu par la voix de Pierre Gibel, à la naissance de l'IAURP, et à la genèse du livre blanc, puis du schéma directeur d'aménagement de la région parisienne. La polyphonie des

témoignages permet de mieux comprendre les hésitations sémantiques qui aboutissent à l'adoption du mot de « ville nouvelle », ainsi que la « négociation » de la croissance démographique de la région parisienne.

La deuxième partie est plus brève : les témoins évoquent les débats qui entourent l'adoption de la loi Boscher, ainsi que les relations entre De Gaulle et Delouvrier, dont le départ en 1969, l'année de la démission du Général, est un événement majeur dans la chronologie des villes nouvelles. Parlant du « style » Delouvrier, Michel Piquard note que « la frontière entre le solennel, le pompier et le grandiloquent n'était pas la même qu'aujourd'hui (1975) ». La nostalgie des premiers temps est sensible dans ces témoignages anciens. Dans la stimulante introduction du livre collectif qu'il a dirigé, Loïc Vadelorge estime que « les villes nouvelles s'inscrivent davantage dans le prolongement d'une réflexion menée depuis la Guerre, que dans une rupture, impulsée par un commando restreint. Pour le dire autrement, la rupture des villes nouvelles est davantage biographique — et en ce sens magnifiée par les témoins — que conceptuelle ». À bien des égards, la lecture d'un livre de témoignages, même « remontés » par des chercheurs, confirme cette analyse.

La dernière partie du livre de Fourquet et Murard, consacrée à la stratégie administrative, est sans doute la plus inédite. En effet, il n'est plus question d'idées ou de stratégies, mais de tactiques développées par des fonctionnaires engagés dans le projet des villes nouvelles. La polyphonie se resserre autour des témoignages de Jean-Eudes Roullier et Guy Salmon-Legagneur, qui occupèrent successivement le poste de secrétaire général du groupe central des villes nouvelles. Issus de corps non techniques (les Finances et la Cour des Comptes), ces deux fonctionnaires décortiquent le fonctionnement du « camp de base » des différentes missions d'aménagement. On quitte alors la passerelle où se prendraient les décisions politico-administratives importantes pour descendre dans la soute où le travail concret du fonctionnaire — ici la gestion et la programmation de crédits — leur donne une réalité. Ce travail devient créatif quand Roullier raconte l'invention des « voiries primaires de villes nouvelles, dont personne ne sait aujourd'hui si elles sont nationales, départementales ou communales » (p. 214), mais qui furent financées par le ministère de l'Équipement. En insistant sur les pratiques des fonctionnaires dans leur vie administrative quotidienne, le livre de Murard et Fourquet contredit la vision mécaniste de l'État qui lui sert de trame. Il montre que la décision politique n'embraye pas sur l'appareil administratif sans un travail de traduction des textes de loi ou des schémas directeurs qui sollicite la culture professionnelle du fonctionnaire. Par le montage des témoignages et le jeu des citations, les auteurs évitent donc les écueils de l'hagiographie et contribuent à une réflexion plus large sur l'histoire de l'État dans les années 1960.

Deux points méritent d'être soulignés. Loïc Vadelorge se demande si la DATAR ou le

Secrétariat général des Groupe central des villes nouvelles ne sont pas « des fictions d'une politique d'opérations d'intérêt national dont les ficelles seraient tirées à l'échelle locale ». Le témoignage de Jean-Eudes Roullier montre qu'il est intéressant d'étudier les relations entre structures centrales et locales, sans chercher à établir ou à renverser un rapport de domination. La notion de « culture professionnelle » est le second point qui permet de rapprocher les deux ouvrages ici commentés. Loïc Vadelorge consacre à ce sujet une partie de son livre, en publiant des recherches en cours sur l'influence durable des villes nouvelles dans les champs de l'architecture et de l'urbanisme. La contribution de Jean-Charles Fredenucci suggère que les pratiques des aménageurs des villes nouvelles ont « actualisé » l'urbanisme français, en devenant le laboratoire d'un urbanisme pluridisciplinaire, en rupture avec le modèle de l'architecte-urbanisme de la Reconstruction. Fredenucci souligne l'influence de ce modèle dans l'enseignement, en particulier à l'Ecole nationale des Ponts et Chaussées, dont l'atelier d'urbanisme fut investi par des praticiens des villes nouvelles¹. Au-delà du cercle des intimes de Paul Delouvrier, l'expérience des villes nouvelles a influencé les pratiques et les parcours de nombreux professionnels dont les récits, même s'ils ne sont pas publiés, nourrissent le travail des chercheurs en sciences sociales. Dans la perspective d'une histoire culturelle de la ville, Loïc Vadelorge écrit que les villes nouvelles doivent être étudiées comme « un lieu de mémoire de l'histoire urbaine contemporaine ». Loin de clore le sujet, les travaux soutenus par le programme d'histoire et d'évaluation fournissent de précieux matériaux pour les chercheurs qui remettront l'ouvrage sur le métier dans un contexte institutionnel différent.